

Jean-Luc Mélenchon promet l'état d'urgence sociale s'il gagne la présidentielle 2027, voici en quoi cela consiste vraiment

Décriée par plusieurs personnalités de droite qui y voient une menace pour les libertés, la proposition vise en réalité à répondre à la crise sociale par décrets ou ordonnances.

Par Marceau Taburet

Samedi 12 septembre, devant plusieurs milliers de personnes réunies à la Fête de l'Humanité, [Jean-Luc Mélenchon](#) a longuement disserté sur la rentrée sociale, évoquant les difficultés liées à l'emploi et aux salaires. Le candidat à l'élection présidentielle a listé plusieurs mesures qu'il compte mettre en place s'il est élu l'an prochain : blocage des prix, hausse du Smic, échelle mobile des salaires... et a promis d'instaurer un « *état d'urgence sociale* ».

Des mots pas nouveaux dans la bouche de l'insoumis puisque l'expression figurait déjà dans son programme en 2022. Contrairement aux états d'urgence sécuritaire et sanitaire instaurés après les attentats terroristes de 2015 ou lors de la crise du Covid et qui, selon Jean-Luc Mélenchon, « *vont tous dans le même sens* » et « *restreignent les libertés individuelles* », son état d'urgence sociale ambitionne de « *garantir la sécurité sociale des personnes* » et de « *renforcer les liens d'entraide* ». La proposition était d'ailleurs en bonne place [dans le programme du Nouveau Front populaire](#) aux élections législatives de 2024.

Mais ces dernières heures, elle a provoqué l'indignation de plusieurs personnalités classées à droite, qui y voient une menace pour l'État de droit. Dans une tribune au *Figaro* publiée le 14 septembre, l'économiste libéral Nicolas Bouzou estime qu'avec cette mesure, Jean-Luc Mélenchon « *mettrait fin à la démocratie française telle qu'elle fonctionne aujourd'hui* ». L'essayiste dit être inquiet « *qu'on ne prenne pas plus au sérieux un candidat dont l'accession à l'Élysée est une possibilité sérieuse, qui nous explique qu'il va remplacer la démocratie libérale française par autre chose* ».

Une critique formulée dans les mêmes termes par l'ancien député MoDem Bruno Millienne, qui considère qu'à travers cette proposition, Jean-Luc Mélenchon « *annonce tout simplement la mise en place d'une*

dictature ». « *À toutes les époques, le collectivisme a conduit à la dictature et à la misère des peuples* », embraye le maire de Cannes, David Lisnard.

Une hausse du Smic par simple décret

Derrière ces attaques un brin caricaturales se cache un concept promu par toute la gauche depuis longtemps ([les socialistes le défendaient en 2018](#) pour sortir de la crise des Gilets jaunes), qui consiste en réalité à prendre plusieurs mesures pour répondre aux difficultés sociales sans avoir à passer par de longs débats parlementaires.

L'idée de Jean-Luc Mélenchon consiste ainsi à augmenter le Smic ou à abroger la réforme portant l'âge de départ à la retraite à 64 ans... par simple décret. Ce que le candidat LFI ne manque jamais de rappeler, promettant qu'il le ferait dès le lendemain de son élection. L'article 38 de la Constitution permet aussi au chef de l'État de prendre par ordonnances des mesures qui relèvent normalement du domaine de la loi. Et ce, afin d'aller plus vite. Cela n'aurait rien d'inédit dans l'histoire de la Ve République puisque dès son arrivée au pouvoir en 1981, François Mitterrand avait décidé d'augmenter le Smic de 10 % par décret.

« Oui, nous déclarerons l'état d'urgence sociale et écologique, promet la présidente du groupe de La France insoumise à l'Assemblée, Mathilde Panot. Les 12 millions de personnes sous le seuil de pauvreté et les 8 millions à l'aide alimentaire devraient mettre tout le pays en état d'alerte ». Rien à voir, donc, avec la mise en place d'une dictature ni même l'adoption de mesures liberticides ou restrictives. Reste qu'un éventuel état d'urgence sociale pourrait être critiqué pour son manque de collégialité.

En outre, il est intéressant de constater que les pourfendeurs de « *l'état d'urgence sociale* » promu par Jean-Luc Mélenchon ne s'inquiètent guère de potentielles restrictions des libertés lorsque d'autres candidats, comme Édouard Philippe ou Bruno Retailleau, entendent appliquer [ce concept « d'état d'urgence » au narcotrafic](#). Nul soupçon de dictature ici, puisqu'il est entendu que l'idée de ces personnalités est de mobiliser des moyens politiques exceptionnels sur un fléau exigeant une mobilisation hors norme. Soit précisément ce que propose de faire Jean-Luc Mélenchon, mais sur la question sociale.